

LA DECROISSANCE POUR UNE MEILLEURE QUALITE DE VIE

« Vivre simplement, pour que d'autres puissent vivre » (Gandhi).

Nous vivons dans un monde en crise. Les solutions diverses sont proposées. Toutes – ou presque – se situent dans le schéma classique et traditionnel : relancer la croissance, donc le développement économique et le productivisme. Dans le même temps, l'écart entre les riches et les pauvres – soit entre les pays soit dans les pays – grandit. Et les pauvres sont de plus en plus « laissés pour compte ». Dans ce schéma économique, la production de richesses ne signifie pas l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre. Il faut donc chercher une autre voie que celle de la croissance à tout prix.

Le système économique tel que nous le connaissons doit-il dicter les décisions de tout ordre ? Ne doit-il pas redevenir un moyen au service des êtres humains et de l'humanité ? L'idée de décroissance fait son chemin. Daisy Herman, secrétaire générale de la FIMARC¹, tente d'en situer les enjeux pour les ruraux du Nord comme du Sud.

Les ressources de la terre sont limitées

Partout les fruits de la croissance sont répartis de façon inégale. Dans un pays riche comme le Canada, sur 25 ans, le pouvoir d'achat des classes moyennes a progressé de 4 %, tandis que celui des plus pauvres a baissé de 20 %. Les inégalités s'accroissent dans tous les pays.

En même temps, nous constatons que 20 % de la population mondiale – située essentiellement dans les pays riches – consomme 80 % des richesses de la planète. Cette opulence des pays riches est basée sur l'exploitation des ressources des pays pauvres. Ne faut-il donc pas faire « décroître » les pays riches afin que les pays pauvres – et les pauvres dans tous les pays – puissent profiter de leurs richesses et organiser leurs activités économiques pour répondre à la question de la famine et à celle de l'extrême pauvreté ?

Tout pour la productivité ?

Nous sommes dans un monde où la concurrence est un moteur puissant de la croissance. Ce qui implique toujours plus d'innovations pour donner des biens aux plus riches. On mobilise le capital financier pour ces besoins, et la recherche du profit financier. Ceci afin de stimuler la consommation de biens nouveaux et développer la concurrence. Cercle sans fin, au service du profit de quelques-uns et de l'économie de productivité.

¹ La FIMARC est la Fédération Internationale des Mouvements Adultes Ruraux Catholiques dont l'ACRF est membre.

Les individus sont soumis à la loi de la productivité, au service du Produit national brut. Ce critère d'évaluation de la richesse est irremplaçable, selon ses tenants idéologiques. C'est la recherche de la rentabilité avant tout. Ce qui entraîne la dégradation physique, chimique, biologique des milieux ambiants, de l'environnement. Cela entraîne aussi l'épuisement des ressources vitales comme le sol, l'eau, les variétés de semences et de cultures, la biodiversité.

Selon ses tenants, la croissance économique serait l'indicateur le plus à même de refléter la bonne santé de l'économie. Les institutions internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce, et d'autres) en ont fait leur credo et en vantent les mérites pour tous les pays et toutes les situations.

Besoin de trois planètes

Conséquences : un consensus s'est fait jour : dans tous les pays, on privatise les services publics, on dérègle le marché du travail, on ouvre les frontières au libre échange, ce qui appauvrit encore plus les plus pauvres.

Alors que nous vivons sur une planète dont les ressources naturelles sont limitées. Si tous les habitants de notre terre consommaient comme un Français, il faudrait trois planètes comme la nôtre pour subvenir aux besoins de tous. Nous savons que cela est impossible. Il n'y a donc pas de croissance infinie sur notre planète aux richesses limitées.

Et cependant, nous continuons sur cette lancée. Les négociations commerciales favorisent les productions pour l'exportation, au détriment des cultures vivrières locales. Ce régime commercial fragilise les pays pauvres, favorise la concentration des acteurs de l'agro alimentaire qui imposent leurs conditions sur le marché mondial. Ce système économique dépeuple les campagnes, fait que des millions de paysans ne peuvent plus vivre de leurs productions.

Des intérêts financiers contre les droits des peuples

Dans de trop nombreux pays, le droit à l'alimentation n'est pas réalisé. Le système de concurrence internationale, la primauté du marché sur les besoins de base sont parmi les causes de cette non-réalisation. Cette économie universelle, basée sur l'acquisition de toujours plus de richesses pour quelques-uns, est destructrice car fondée sur la négation de l'humain.

Il devient donc urgent d'ouvrir le débat sur les inégalités sociales qui se sont mises en place depuis 30 ans, à l'échelle de chaque pays et à l'échelle de la planète. Dans une période de crises – écologique, sociale, financière – nous devons nous demander comment construire une société où chaque humain aura sa place et pourra s'épanouir pleinement.

Réduire les inégalités sociales

La crise écologique a pour conséquence la disparition de milliers d'espèces, la pollution de l'eau, de l'air, du sol, la production de gaz à effet de serre. La crise sociale entraîne la sous alimentation et l'insécurité alimentaire de millions de personnes, compromettant leur santé et leur avenir – quand ce n'est pas la mort qui les attend. La crise de sens existe aussi : toujours consommer plus, mais pour quel bien-être, pour quel projet de vie ? Enfin la crise politique est réelle : les sociétés transnationales imposent leurs

règles et leurs lois du marché ; qu'est-ce qui légitime le fait que les intérêts financiers des entreprises pèsent plus lourds que les droits des peuples ?

Il faut construire le concept de développement autour d'un projet humain qualitatif : besoins essentiels, accès de tous à l'alimentation équilibrée, à l'eau, à la santé, à l'éducation, à la culture, à la démocratie, aux libertés fondamentales, dans le respect des droits universels.

La capacité de la société à réduire les inégalités déterminera la possibilité de freiner la croissance économique matérielle. Le renoncement au productivisme n'est pas le renoncement au progrès. La richesse est légitime tant qu'elle est un moyen au service du bien-être de tous. Elle est dangereuse quand elle devient une fin en elle-même. Pour tracer cette voie, le terme de « sobriété » est souvent employé, ainsi que celui de « décroissance ». Il s'agit d'une question politique qui doit donner sens à la vie ensemble.

Le PIB, « Credo » irremplaçable ?

Il s'agit de concilier les contraintes de préservation de l'environnement avec la justice sociale par un retour du politique comme moyen de décider des choix collectifs. C'est la recherche de réponses justes pour une qualité de vie pour tous. Il s'agit de redéfinir les valeurs auxquelles nos sommes attachés, dans une situation d'accueil, de co-création d'un monde nouveau.

Pour sortir de l'impasse des crises actuelles, l'idée de décroissance met en avant la conviction que sans un changement radical de nos manières de vivre et d'organiser la société, l'espèce humaine connaîtra des lendemains destructeurs. Car il nous faut prendre en compte les limites naturelles des ressources de notre planète. Il nous faut nous défaire de la croissance économique en tant que remède universel.

Nous sommes donc invités à changer de posture dans nos rapports à la richesse, au pouvoir, au savoir, en considérant que tout se tient sur notre planète. Le PIB (Produit intérieur brut) est le seul indicateur de la production de richesse, et ne mesure que la quantité de richesses produites. Il nous faut aussi – et peut-être d'abord – tenir compte du bien-être des populations, de la santé, de l'éducation, des équilibres climatiques, des ressources limitées, des valeurs humaines prioritaires. Dans le système PIB, on ne tient compte que des facteurs capital et travail. D'autres références sont à prendre en compte : santé des écosystèmes de la terre, qualité de la justice, répartition des richesses et des biens, relations entre les personnes et les communautés, degré d'égalité, caractère démocratique des institutions d'un pays.

Opter pour l'économie sociale et solidaire

Cette nouvelle orientation de notre vivre ensemble prend appui sur quelques principes : humanisme, démocratie, liberté, égalité, fraternité, importance de l'égalité sociale. Il ne s'agit pas de vivre « moins », mais de vivre « mieux », dans une société plus humaine, viable, juste.

Ce qui nous ramène à un concept cher à la FIMARC: l'économie sociale et solidaire. Ses références tiennent en quelques points : relocaliser l'économie pour le service des populations locales, sobriété énergétique, partage planétaire des ressources au profit de tous, remise en cause de l'idéologie de la consommation à tout prix, refus de l'économie de croissance au profit d'une économie au service de la personne, développement des services publics, promotion de l'agriculture paysanne et des cultures vivrières, respect de la biodiversité.

Pour réaliser cet avenir commun, ou du moins travailler à son avènement, plusieurs orientations d'actions sont possibles.

Dans les pays riches il s'agit d'un changement radical des modes de production et de consommation, pour réduire les nuisances écologiques, le fossé entre les riches et les pauvres. Il s'agit d'une démarche individuelle et collective, donc d'un nouveau projet politique.

Partout il s'agit d'orienter les dépenses publiques vers des choix autres que la productivité : réintroduire la justice sociale au cœur de l'économie. Il nous faut fixer d'autres objectifs au vivre ensemble que le PIB : le bien-être pour tous, le partage des richesses de notre planète.

Priorité à l' « être »

Nous pouvons nous inspirer d'exemples : dans tel pays, des jeunes refusent de travailler plus ; des familles réduisent leurs modes de transport en privilégiant les services publics. Il s'agit d'utiliser moins d'énergie, de temps, d'argent, de santé, pour un mode de vie moins stressant, pour une alimentation saine. Donc, se dégager de la tyrannie du « paraître » au profit de l' « être ».

C'est le rejet de la rentabilité à tout prix, de la productivité, de la concurrence, au profit de la justice sociale. Nous devons avoir une position radicale dans nos objectifs de changer de mode de vie et d'orientation pour notre société, et être évolutif dans nos actions et nos engagements, individuels et collectifs.

Pour cela, l'information est importante : s'informer pour faire des choix pertinents, donner du sens à nos actions, nous forger une idée personnelle, indépendante et critique. Notre action individuelle doit être insérée dans des actions en groupe, ou toute forme de travail ensemble.

L'éducation est importante aussi, notamment celle des enfants : les relier à la nature, matrice de vie et de survie, développer la relation conviviale. Nous devons avoir un comportement conscient et responsable, œuvrant à titre individuel et collectif à la réduction des inégalités, à la mise en place d'un nouveau mode de vie.

L'éducation et l'information ne sont valables que si chacun peut s'exprimer et prendre part aux débats et décisions. En prenant en compte les inégalités de fait dans nos sociétés, tout faire pour que chacun puisse participer, que les paysans et leurs organisations aient la parole et leur place dans les débats et décisions.

Agir avec d'autres

La population doit peser sur des choix de société : faire que l'agriculture réponde aux besoins réels des populations locales (la souveraineté alimentaire), faire que la production agricole ne soit plus soumise aux lois du marché de la rentabilité économique en premier, faire que puissent se développer des agricultures alternatives, comme l'agriculture paysanne ou l'agriculture biologique ou en biodiversité, développer les circuits courts avec les consommateurs.

Pour une voix encore plus forte, il y a nécessité d'œuvrer avec d'autres groupes, mouvements ou associations. Il s'agit de la prise en charge par la population des besoins locaux, pour une meilleure qualité de vie, pour un environnement sain, pour la participation du plus grand nombre. Il s'agit donc de faire que la démocratie soit un outil au service de tous pour une autre orientation de la société. C'est ensemble que nous devons « grandir en humanité ».

Petit lexique

Décroissance

La décroissance est un terme qui désigne deux concepts distincts mais complémentaires :

- Une projection économique théorique qui considère comme non durable la croissance économique ;
- Un ensemble de mouvements politiques et sociaux qui s'opposent au modèle social basé sur le développement de la consommation.

Le concept de décroissance est utilisé pour contester l'idée selon laquelle la croissance économique initiée à la révolution industrielle pourrait être durable, en raison notamment de la raréfaction des ressources naturelles et des dommages sur l'environnement, le climat et les écosystèmes qu'elle engendre.

Croissance

On peut définir la croissance de la manière suivante : « Objectif central du système capitaliste qui consiste en l'augmentation perpétuelle de la production et de la consommation, mesurée sur une base mensuelle, trimestrielle ou annuelle. » (Dictionnaire critique de la globalisation – B. Gélinas). Ajoutons que le calcul qui permet de rendre compte de la croissance « écarte en outre les coûts environnementaux et sociaux de la production et de la commercialisation. »

« Aisance partagée », « simplicité volontaire », « sobriété heureuse »...

Le terme « décroissance » est négatif. De plus en plus nombreux sont ceux qui parlent de « simplicité volontaire », de l'urgence d'une éthique de la frugalité ou vie simple, et qui plaident pour une société « d'aisance partagée ». On parle aussi de « sobriété heureuse », terme emprunté à Pierre Rahbi, qui sous-entend un changement radical de paradigme et de logique pour mettre l'humain et la nature au cœur des préoccupations.

Daisy Herman
Secrétaire générale FIMARC, chercheur associé ACRF

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

